

COMMUNIQUE MEDIAS Zurich, 26 mai 2026

La révision prévue de la surveillance des télécommunications (révision OSCPT) pourrait affecter l'économie suisse jusqu'à 36 milliards de CHF

Une évaluation de l'impact réglementaire économique réalisée par Swiss Economics montre que la révision prévue de l'Ordonnance sur la surveillance de la communication par poste et télécommunication (OSCPT) pourrait affecter l'économie suisse jusqu'à 36 milliards CHF et coûter jusqu'à 220 000 emplois d'ici 2035. Le secteur de la confiance numérique, dans lequel la Suisse s'est imposée internationalement comme un site de premier plan, serait particulièrement touché.

Grâce à sa stabilité politique, à une législation pragmatique et à des spécialistes qualifiés, la Suisse s'est positionnée comme un lieu de référence pour les modèles économiques dans le domaine de la confiance numérique – par exemple dans les domaines de la cybersécurité, de la communication sécurisée et des services cloud. La révision prévue de l'OSCPT remet désormais en question cette réussite et menace non seulement le secteur technologique, mais freine aussi la croissance de l'ensemble de l'économie. L'étude, commandée par la fondation de promotion de l'innovation basée à Genève FONGIT conclut que ce projet d'ordonnance instaurerait un écart significatif avec les principes réglementaires établis internationalement causant des effets économiques qui dépasseraient largement le secteur technologique seul.

Désavantage structurel des fournisseurs suisses

Alors que l'UE et les États-Unis se sont abstenus d'adopter des règles de conservation préventive des données ou n'en ont jamais introduites, la Suisse établirait un régime bien au-delà de celui de systèmes juridiques comparables, avec l'obligation de stocker de grandes quantités de métadonnées et de les remettre automatiquement aux autorités. En conséquence, les fournisseurs suisses subiraient un désavantage structurel. Plusieurs milliers d'entreprises pourraient être affectées, les coûts de conformité estimés par entreprise s'élevant à plusieurs millions. Même si les estimations des coûts sont difficiles, on peut supposer que des coûts indirects importants (incertitude réglementaire, coûts d'opportunité, etc.) seront ajoutés aux coûts directs.

« Swissness » passe d'un sceau d'approbation à un fardeau

Il existe déjà des signes que des concurrents internationaux saisissent l'incertitude réglementaire dans les appels d'offres pour remettre en question la fiabilité des fournisseurs suisses. Puisque la confiance est l'une des raisons principales pour lesquelles les clients choisissent les services suisses, ce préjudice réputationnel est économiquement significatif.

Conséquences macroéconomiques significatives jusqu'en 2035

Les projections quantitatives de l'étude indiquent initialement des effets modérément négatifs, mais ceux-ci augmenteront significativement à long terme. Dans la plage supérieure de projection, les effets suivants pourraient être réalisés :

1. Pertes allant jusqu'à 36 milliards de CHF d'ici 2035 (3 à 4 % du PIB)
2. Déficit cumulatif des recettes fiscales allant jusqu'à 22 milliards de CHF pour la période 2025-2035
3. Des pertes d'emplois d'environ 220 000 emplois d'ici 2035

De plus, il existe des effets négatifs possibles : la confiance a un impact sur la productivité, la formation de capital, les incitations à l'innovation et les décisions de localisation. Si la marque « premium de confiance suisse » diminuait, les secteurs non directement touchés (comme le secteur financier) pourraient également perdre en compétitivité internationale.

Du point de vue des auteurs de l'étude, la révision de l'OSCPT marque ainsi un tournant potentiel pour le rôle de la Suisse en tant que centre international de services de confiance numérique. Elle menace de nuire à l'un des avantages les plus importants du pays – la confiance – d'un point de vue réglementaire et de transformer le label « Swissness » d'un avantage concurrentiel en un fardeau structurel – avec des conséquences de milliards de francs pour l'ensemble de l'économie.

Contacts :

Pour les questions sur le contenu de l'étude :

Dr Samuel Rutz, Swiss Economics · samuel.rutz@swiss-economics.ch · +41 79 204 78 83

Michael Altorfer, Swiss Economics · michael.altorfer@swiss-economics.ch · +41 76 750 06 23

Pour des questions sur le secteur de la confiance numérique en général :

Antonio Gambardella, Directeur FONGIT · media@fongit.ch · Téléphone : +41 22 552 30 00

À propos de l'étude : « Analyse d'impact de la réglementation (AIR) : Révision de l'OSCPT », Swiss Economics, commandée par FONGIT, 2026. Auteurs : Michael Altorfer, Dr Samuel Rutz, Dr Michael Funk, Noé Arnold, Lukas Grether. <https://www.swiss-economics.ch/projet/items/air-revision-oscpt.html>

À propos de Swiss Economics :

Swiss Economics est un cabinet de conseil économique indépendant dans les domaines de l'évaluation, de la régulation, de l'économie de la concurrence et de la politique économique. Swiss Economics se concentre sur le conseil aux autorités, entreprises et associations dans le domaine des tensions entre politique, régulation et marché. Swiss Economics entretient des relations étroites avec des universités renommées et des praticiens de premier plan. La force de Swiss Economics réside dans la combinaison d'une connaissance économique approfondie et d'une vaste expérience pratique.

PRESS RELEASE Zurich, May 26 2026

Planned revision of telecommunications surveillance (VÜPF revision) may cost the Swiss economy up to 36 billion Swiss francs

An economic regulatory impact assessment by Swiss Economics shows that the planned revision of the Ordinance on the Surveillance of Postal and Telecommunications (VÜPF) could cost the Swiss economy up to CHF 36 billion in welfare and 220'000 jobs by 2035. The digital trust sector, in which Switzerland has established itself internationally as a leading location, would be particularly affected.

Thanks to political stability, pragmatic regulation and qualified specialists, Switzerland has positioned itself as a leading location for business models in the field of digital trust – for example in the fields of cybersecurity, secure communication and cloud services. The planned revision of the VÜPF now fundamentally calls this achievement into question and not only threatens the tech sector but also hinders growth in the economy as a whole. The study on behalf of the Geneva-based innovation platform FONGIT concludes that the bill represents a significant departure from internationally established regulatory principles, with economic implications that extend far beyond the tech sector.

Structural disadvantage of Swiss providers

While the EU and the USA have refrained from preventive data retention or have never introduced one, Switzerland would establish a regime that is significantly more intrusive than that of comparable legal jurisdictions with the obligation to store large amounts of metadata and automatically hand it over to the authorities. As a result, Swiss providers would fall behind structurally. Several thousand companies could be affected, with the projected compliance costs per company expected to run into the millions. Although cost estimates are inherently uncertain, it is likely that the direct costs will be accompanied by significant indirect costs (regulatory uncertainty, opportunity costs, etc.).

"Swissness" is turning from a seal of approval into a burden

There are already indications that international competitors are using the regulatory uncertainty in tenders to question the reliability of Swiss providers. Since trust is one of the most important reasons why customers choose Swiss services, this reputational damage is highly relevant from an economic point of view.

Significant macroeconomic consequences until 2035

The quantitative projections in the study initially point to moderately negative effects, which become significantly more pronounced in the long term. In the upper range of the projections, the following impacts could materialise:

- Welfare losses of up to CHF 36 billion by 2035 (3 to 4 percent of GDP)
- Cumulative tax revenue shortfalls of up to CHF 22 billion in the period 2025–2035
- Employment losses of up to 220'000 jobs by 2035

In addition, there may be negative spillover effects: trust has an effect on productivity, capital formation, incentives for innovation and location decisions. If the "Swiss trust premium" brand were to dwindle, also industries that are not directly affected (e.g. Finance) could see reduced international competitiveness.

From the point of view of the authors of the study, the VÜPF revision thus marks a potential turning point for Switzerland's role as an international centre for digital trust services. It threatens to damage one of the country's most important locational advantages – trust – from a regulatory point of view and to transform "Swissness" from a competitive advantage into a structural burden - with billions of Swiss francs in consequences for the entire economy.

Contacts:

For questions regarding the content of the study:

Dr Samuel Rutz, Swiss Economics · samuel.rutz@swiss-economics.ch · +41 79 204 78 83

Michael Altorfer, Swiss Economics · michael.altorfer@swiss-economics.ch · +41 76 750 06 23

For questions regarding the industry and further context:

Antonio Gambardella, Director FONGIT · media@fongit.ch · +41 22 552 30 00

About the study: "Regulatory Impact Assessment: Revision of the SPTO", Swiss Economics, commissioned by FONGIT, 2026. <https://www.swiss-economics.ch/project/items/regulatory-impact-assessment-revision-of-the-spto.html>

About Swiss Economics:

Swiss Economics is an independent economic consulting firm specializing in network industries in the fields of regulation, competition economics and economic policy. Swiss Economics focuses on advising public authorities, companies and associations at the intersection of politics, regulation and the market. The firm's strength lies in combining in-depth economic expertise with extensive practical experience. Swiss Economics maintains close relationships with renowned universities and leading practitioners.